



**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Beauvais, le 21 novembre 2024

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Tel : 03.44.10.54.05
Courriel : nathalie.estkowski@developpement-durable.gouv.fr

Code AIOT : 005101337

ANNEXES :

1. Positionnement du projet vis-à-vis du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à Monsieur le Préfet de l'Oise

En application des dispositions de l'article R. 181-86 du Code de l'environnement, la société URANIE, représentée par Monsieur Alain LIENARD, a transmis aux services préfectoraux, par courrier du 30 août 2023, un dossier de porter à connaissance relatif au projet d'extension URANIE 6.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA DEMANDE

1.1 - Renseignements généraux

Dénomination ou raison sociale : SAS URANIE INTERNATIONAL

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale : Alain LIÉNARD, directeur

Téléphone de la personne habilitée à représenter la personne morale : 03 44 91 65 04

Courriel de la personne habilitée à représenter la personne morale : alienard@uranie-inter.com

SIRET : 33752072000018

Adresse du site d'exploitation : Rue du Général De Gaulle 60880 Le Meux

Activité (code NAF) : Traitement et revêtement des métaux (2561Z)

Interlocuteur sur le dossier : M. Christophe GRANDJEAN, Responsable Qualité Environnement
Tél : 03 44 91 65 24
cgrandjean@uranie-inter.com

1.2 – Description de l'activité et situation administrative

La société URANIE INTERNATIONAL exploite le site du Meux (60) depuis 1986.

Elle procède au chromage de barres en acier de diamètre 16 mm à 160 mm (chromage dur à façon). La capacité de traitement actuelle est d'environ 55 000 tonnes/an de barres chromées (capacité de 5 000 t/mois). Ces produits sont destinés à la fabrication de tiges de vérins pour les secteurs de la construction hydraulique et du secteur pneumatique.

Pour cela, l'usine possède une surface bâtie d'environ 5 ha, divisée en 3 secteurs :

- un premier bâtiment localisé en partie Est du site est utilisé pour l'usinage, le traitement thermique et le chromage des barres en acier (dénommé Bâtiment production dans le plan ci-après). Il se divise principalement en 4 ateliers (URANIE 1, 2, 3 et 5) et un atelier d'écroûtage. Il comporte des zones de stockage, des machines d'usinage, 4 lignes de traitement de surface et des installations de conditionnement ;
- un deuxième bâtiment appelé URANIE 4, localisé en partie Ouest du site, permet le stockage de produits bruts (barres d'acier) ;
- un troisième bâtiment concerne l'administration et regroupe des bureaux et l'accueil.

Le site présente également des voiries et des parkings ainsi que des espaces verts.

L'usine fonctionne en continu, 7 jours sur 7, 48 semaines par an.

Le site URANIE du Meux relève de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il est ainsi soumis à Autorisation par son arrêté préfectoral du 29 novembre 2016.

L'établissement est classé SEVESO seuil bas au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Il est concerné par la Directive IED pour la rubrique ICPE 3260 – Traitement de surfaces par un procédé électrolytique ou chimique.

Commentaire de l'Inspection des installations classées :

Depuis la notification de cet arrêté préfectoral (AP), le site n'a pas fait l'objet d'évolutions et l'AP lui est toujours applicable. Cependant, les définitions des rubriques de la nomenclature des ICPE ont fait l'objet de modifications depuis 2016.

1.3 – Présentation de la demande et de son contexte

Dans le cadre du présent projet, objet du dossier de porter-à-connaissance du 30 août 2023, la société URANIE envisage d'implanter une nouvelle unité (URANIE 6), qui permettra d'ajouter des lignes d'écroûtage et de traitement thermique. Cette unité, d'une surface de 6 500 m², sera construite au sein du périmètre ICPE du site, sur des terrains actuellement en friche.

2. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE D'UNE DEMANDE DE MODIFICATION

La procédure d'instruction d'une demande de modification d'un établissement soumis à autorisation environnementale au titre du 2° de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement s'inscrit dans le cadre réglementaire des articles L.122-1-IV, L.181-14, R.181-46, R.122-2-II de ce même code.

Le cadre réglementaire dans lequel s'inscrivent les modifications apportées à des ICPE soumises à autorisation est défini par l'article L. 181-14 du Code de l'environnement :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement :

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Pour les installations classées Seveso seuil haut ou bas :

« 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2. »

« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il considère ses modifications comme notables, il transmet, avant sa réalisation, un porter-à-connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation. L'examen par l'inspection des installations classées va consister à vérifier que la modification n'est pas substantielle et si le cadre prescriptif doit être modifié.

4/20

En l'absence d'activité de chromage dans le projet URANIE 6, celui-ci n'engendrera pas d'augmentation de la production de produits finis sortant du site. En effet, le projet Uranie 6 permettra de produire et stocker de plus grandes quantités de matière première en vue du chromage dans les unités existantes du site qui, elles, ne connaîtront pas d'augmentation de capacité dans le cadre du présent projet.

Les nouvelles installations et stockages qui seront abrités au sein de ce bâtiment U6 seront les suivants :

- ligne d'écroûtage comportant deux dresseuses, une écroûteuse, deux chanfreineuse/fraiseuses, une scie, marquage laser, contrôle rectitude (+ contrôle US/foucault), (bottelage automatique),
- ligne de traitement thermique équipée d'une rectifieuse en amont,
- 4 ponts roulants 35 m pour manutention et fonctionnement process,
- des aérothermes alimentés au gaz, pour le chauffage du bâtiment,
- des groupes froids constitués de circuits d'eau glycolée (pour la transformation à froid),
- des stockages de produits associés aux nouvelles installations.

Le nouveau bâtiment sera construit dans l'enceinte du périmètre ICPE du site autorisé, sur des terrains actuellement en friche. Le rez-de-chaussée sera dédié à l'activité d'écroûtage et de traitement thermique. Au 1er étage se situeront des bureaux et locaux sociaux sur une surface d'environ 300 m².

Il sera localisé au nord de l'actuel bâtiment U4. Il a fait l'objet d'une demande de permis de construire, obtenu le 7 décembre 2022 et concernant également la construction d'un nouveau poste de garde de 142 m² à l'entrée du site, sur une surface de 142 m².

Le bâtiment URANIE 6 sera situé en zone inondable de l'Oise (PPRI de l'Oise – Bief Compiègne / Pont Sainte Maxence, en cours de révision actuellement). La réalisation de ce bâtiment conduit donc à réduire la surface actuelle d'extension de la zone inondable telle que définie dans le PPRI de l'Oise en cas de crue. La prise en compte du risque d'inondation est développée dans la partie de ce rapport dédiée au risque accidentel.



Localisation du futur bâtiment Uranie 6 et du nouveau poste de garde

3.2. Modifications dans le tableau de classement ICPE

Au titre des ICPE, l'exploitant sollicite les modifications du tableau des rubriques suivantes :

- au titre de la rubrique 2560 : augmentation de la puissance installée :
 - passage de 4 866 kW à 7 484 kW (+ 2 618 kW), le régime est inchangé ;
- au titre de la rubrique 2561 : installation d'une machine de trempe par induction supplémentaire :
 - passage de deux machines de trempe par induction à 3 machines, le régime est inchangé ;
- au titre de la rubrique 2910-A : installation de 9 aérothermes supplémentaires et augmentation de la puissance totale :

- passage de 44 aérothermes utilisés pour le chauffage des ateliers U1, U2, U3, U4 et U5 pour une puissance totale de 1 899 kW à 55 aérothermes pour le chauffage des ateliers U1, U2, U3, U4, U5 et U6 pour une puissance totale de 2 193 kW (+ 294 kW), nouvelle rubrique.

Au titre des IOTA, l'exploitant sollicite les modifications du tableau des rubriques suivantes :

- au titre de la rubrique 3.2.2.0 : le projet Uranie 6 soustrait une surface de 6 500 m² supplémentaires au lit majeur du cours d'eau. Le projet est classé à Déclaration, car la surface soustraite à la crue est comprise entre 400 m² et 10 000 m².

Le projet ne modifie pas le classement IOTA du site, qui reste à Autorisation.

Commentaire de l'Inspection des installations classées :

L'ajout de la rubrique n°2910-A est due à un changement de seuil de classement sous le régime de la déclaration par décret n°2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du Code de l'environnement.

4. EXAMEN DES MODIFICATIONS

4.1. Existence d'une extension

	Oui	Non
Les informations recueillies au paragraphe 3 permettent de caractériser la modification comme une extension au sens de l'article R.122-2 du Code de l'environnement. Voir annexe 1		X

En cas de substantialité liée aux dangers et inconvénients, il sera nécessaire que l'exploitant réalise un cas par cas pour savoir si le dossier de demande d'autorisation doit intégrer une étude d'impact ou une étude d'incidence.

4.2. Analyse de l'évolution de la situation administrative et nouveau tableau de classement

4.2.1 Nouveau régime de classement ICPE

Le tableau de classement ICPE du site actuel, basé sur l'AP du 29 novembre 2016, est le suivant.

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, quantité totale susceptible d'être présente dans les installations supérieure ou égale à 200 tonnes <i>SEVESO seuil bas à partir de 200 tonnes</i>	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : 304,5 t (bains de chromage à 23,1% d'acide chromique)	Autorisation Seuil Bas
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	Volume total de traitement : 252,3 m ³	Autorisation
2565-2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Volume total de traitement et de nettoyage : 312,7 m ³	Enregistrement
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 KW	Puissance installée : 4 866 kW	Enregistrement

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Deux machines de trempe par induction	Déclaration avec Contrôle
2910-A	Installations de combustion consommant exclusivement du gaz naturel	Alimentation de 44 aérothermes utilisés pour le chauffage des ateliers U1, U2, U3, U4 et U5 pour une puissance totale de 1 899 kW	Déclaration avec Contrôle
4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 tonnes	Stockage de trioxyde de chrome : 4,9 t	Non classé

Commentaire de l'Inspection des installations classées :

Les installations, stockages et activités présents ont été mis à jour avec nomenclature v.53 de mars 2023.

Le projet n'induit donc pas de modification significative de la situation administrative du site.

Le site URANIE reste sous le régime de l'Autorisation, IED et SEVESO par dépassement direct.

Le tableau de classement IOTA du site actuel est le suivant.

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
3.2.2.0	Construction dans le lit majeur d'un cours d'eau pour une surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m²).	Le projet Uranie 6 soustrait une surface de 6500 m² supplémentaires au lit majeur du cours d'eau. Le projet est classé à Déclaration, car la surface soustraite à la crue est comprise entre 400 m² et 10 000 m².	Déclaration

Commentaire de l'Inspection des installations classées :

Ce projet ne modifie pas le classement IOTA du site, qui reste à Autorisation.

4.2.2 Classement au titre du régime Seveso

Le site URANIE actuel est classé Seveso Seuil Bas par classement direct.
Pas de changement.

4.2.3 Directive IED

Le site URANIE actuel est classé IED au titre de la rubrique 3260.
Pas de changement.

4.3. Mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact d'un projet

Au sens de l'article L.122-1-1-III, il s'agit d'une modification d'un projet au sens de l'évaluation environnementale si les trois conditions suivantes sont réunies :

- le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale (c'est le cas si le projet date d'après 2016) ;
- les incidences du projet sont déjà prises en compte dans l'étude d'impact initiale ;
- l'exploitant transmet une actualisation de l'étude d'impact (articles L.122-1-1 et L.181-10 du Code de l'environnement).

Cette modification est traitée au sein d'une procédure d'autorisation environnementale avec une actualisation de l'étude d'impact, et non plus comme une évaluation environnementale en tant que telle.

	Oui	Non
Le mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact est sollicité par le pétitionnaire		X

4.4. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale

4.4.1 Évaluation environnementale systématique

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « systématique »		X

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.4.2 Évaluation environnementale au cas par cas

Dans le cas où la modification est une extension :

	Oui	Non
En référence au tableau de nomenclature annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'extension dépasse un seuil « cas par cas »		X

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

Commentaire de l'Inspection des installations classées :

Compte tenu des caractéristiques du projet envisagé par URANIE, celui-ci n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ni à examen au cas par cas.

Une demande de permis de construire a été déposée par URANIE en 2022. Le permis de construire a été accordé le 7 décembre 2022.

4.5. Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement

Cette partie vise à examiner le caractère substantiel de la modification au titre de l'article R.181-46-I-3° du Code de l'environnement. L'évaluation des dangers et inconvénients doit être conduite avec comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public.

4.5.1 Impact sur l'environnement

Analyse du pétitionnaire :

- Consommation d'eau

Le projet URANIE 6 engendrera de la consommation d'eaux sanitaires exclusivement, en l'absence d'opérations de chromage dans cette nouvelle unité.

On estime que le projet créera 20 emplois sur site, ce qui représente une augmentation de l'effectif total du site de l'ordre de 10 %.

La répartition des usages de l'eau, sur le site actuel URANIE, est la suivante : usage sanitaire (50 %), usage industriel (50 %).

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Les modifications apportées par le projet auront une incidence faible sur la consommation d'eau du site.

- Rejets aqueux

Le réseau d'assainissement de l'usine collecte uniquement les eaux usées sanitaires puisqu'aucun rejet industriel n'est réalisé. En effet, les bains usagés et eaux de lavage sont éliminés en tant que déchets suivant une filière spécialisée. Les égouttures et eaux de rinçage sont recyclées dans le process. Par ailleurs, les installations de refroidissement des bains et des redresseurs de courant sont refroidies en circuit fermé. Enfin, les eaux de lavage des sols des ateliers (excepté les zones de chromage) sont mises dans des cubitainers puis passées dans un évaporateur puis détruites dans un centre spécialisé (gérées comme des déchets).

La gestion des eaux pluviales est présentée dans le tableau suivant.

<u>Atelier/Bâtiment</u>	<u>Eaux de ruissellement</u>	<u>Eaux de toiture</u>	<u>Dispositions liées aux risques d'incendie/pollution</u>
Atelier U1	-	Rejet direct vers l'Oise	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U2	Cour/parking : rejet vers l'Oise après passage dans un séparateur à hydrocarbures		Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U3	Gestion par le SIVOM	Gestion par le SIVOM	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Bâtiment U4	Parking : rejet vers l'Oise après passage dans un séparateur à hydrocarbures	Rejet direct vers l'Oise	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U5	-	Gestion par le SIVOM	-

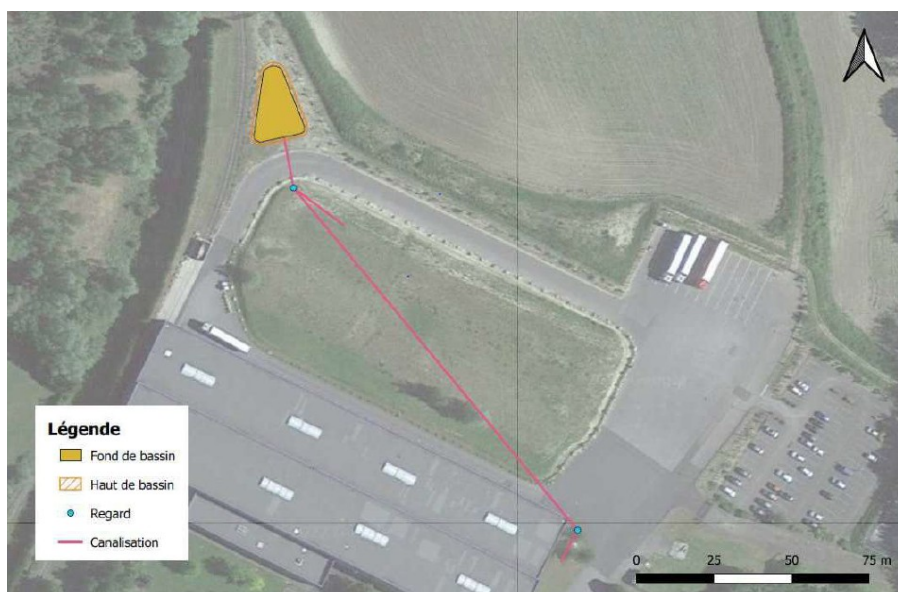
En cas d'incendie ou de pollution, les eaux sont bloquées dans un bassin servant de confinement au Nord-Est du site.

La construction du futur bâtiment URANIE 6 et du nouveau poste de garde mènera à l'imperméabilisation de 5 064 m² de terrain enherbé. Les eaux pluviales de toiture seront collectées puis rejetées dans un bassin d'infiltration. En effet, depuis sa modification en décembre 2021, le PLUi impose une infiltration totale à la parcelle pour les projets situés en zone classée UE.

Le dimensionnement de ce bassin a fait l'objet d'une étude hydraulique (cf. rapport IRH Ingénieur Conseil n° 119886/A de novembre 2022 : Projet d'extension du site URANIE International à Le Meux – Missions d'étude hydraulique pour la gestion des eaux pluviales).

Cette dernière a conduit à la proposition de la création d'un bassin de rétention enherbé de collecte et d'infiltration situé au nord-ouest du site :

- capacité : 260 m³,
- superficie en haut de talus : 330 m²,
- profondeur de bassin : 1 m,
- raccordement des deux bâtiments (Uranie 6 et poste de garde) par deux regards et d'un réseau de canalisations.



Localisation du futur bassin d'infiltration

Commentaires de l'inspection des installations classées :

La mise en place du projet sur le site n'impliquera pas de débit de rejet d'eau pluviale supplémentaire.

Le nouveau bassin enherbé permettra l'infiltration d'un épisode de retour 20 ans en moins de 24 h.

- Incidences sur l'air

Les principaux rejets atmosphériques sont produits par :

- les aérosols et vapeurs des bains de chromage. Le traitement des aérosols est effectué pour chaque cuve par un laveur-dévésiculateur. Un matelas de contact retient tout d'abord 99 % des particules de diamètre supérieur à 10 μm et le dévésiculateur retient ensuite 99 % des particules de diamètre supérieur à 3 μm . Les rejets sont réalisés au niveau de 4 cheminées qui comportent également un matelas de filtration (une cheminée indépendante pour chaque atelier). Un suivi annuel des rejets est effectué avec mesure du chrome total, du chrome hexavalent et l'acidité en équivalent H^+ ;
- les gaz de combustion des aérothermes et des destratificateurs (chauffages des ateliers) : les gaz de combustion (CO_2 , les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone) sont évacués par aération naturelle et ventilation des ateliers.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

L'aménagement du projet URANIE 6 n'impliquera pas de nouveaux rejets atmosphériques pour le site. En effet, les nouveaux procédés de tronçonnage ne généreront aucun rejet vers l'extérieur.

- Incidences sur la production de déchets

L'usine produit des déchets industriels banals (DIB) et des déchets industriels dangereux (DID). Les modes de gestion/élimination de ces déchets sont précisés dans le tableau ci-dessous.

Type de déchets	Déchets	Origine	Conditionnement/stockage	Mode de gestion	Quantité annuelle moyenne
DIB	Cartons / papiers	Production tube carton et chutes	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Recyclage ou récupération	77 T
	Bois	Diverses (palettes, emballages, ...)	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Recyclage ou récupération	150 T
	DIB en mélange Bidons vides	Diverses (palettes, emballages, ...)	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Mise en centre de stockage – Enfouissement	175 T

Type de déchets	Déchets	Origine	Conditionnement/stockage	Mode de gestion	Quantité annuelle moyenne
	Copeaux métalliques	Ecroûtage, dressage sur machines-outils	Benne de 20 m ³ (local bennes à copeaux)	Recyclage matière	4 400 T
	Chutes de pièces métalliques	Coupe de barres d'acier : mise à longueur	Benne de 8 m ³ (local déchets)	Recyclage matière	670 T
DID	Liquides chromiques acides avec de l'eau	Nettoyage autour des cuves et bains ultrasons	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique	120 T
	Liquides chromiques acides	Bains de chromage	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique	75 T
	Chiffons et filtres souillés (Solides chromiques)	Dégraissage manuel, entretien	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique ou incinération	20 T
	Boues d'usinage souillées de lubrifiant de coupe (Boues de rectification et de polissage)	Filtration du lubrifiant d'usinage des barres cylindriques	Bennes de 10 m ³ (local déchets)	Incinération ou (Recyclage ou récupération)	
	Huiles usagées (Huile entière)	Nettoyage autour des cuves et bains ultrasons	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	120 T
	Lubrifiant d'usinage (Huile soluble)	Bains de chromage	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	75 T
	Eau + hydrocarbures	Dégraissage manuel, entretien	Fûts de 200 L : en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	20 T

Le nouveau projet va générer très peu de déchets supplémentaires.

Les volumes de déchets générés annuellement par les activités de la future extension Uranie 6 sont estimés comme suit :

- DIB : 150 tonnes/mois, soit environ 1 800 tonnes par an (majoritairement des copeaux métalliques et chutes de pièces métalliques)
- Lubrifiant : 20 tonnes / an qui passeront dans l'évaporateur.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

L'incidence du projet concernant la production de déchets du site sera donc considérée comme négligeable du fait de la faible quantité produite et de l'existence de la filière de gestion sur le site actuel.

- Incidences sur le bruit et les vibrations

Des mesures de bruit dans l'environnement sont réalisées, conformément aux prescriptions de l'AP d'autorisation du site (AP du 29 novembre 2016).

Un rapport de mesures et de modélisation acoustique a été produit par le bureau Orféa acoustique en novembre 2022, dans le cadre du présent projet, afin d'en évaluer les conséquences sur l'impact sonore du site.

Il conclut sur des dépassements de seuil réglementaire sur les mesures réalisées en limite de propriété (au point LP1), de jour comme de nuit sur le site existant.

Ces dépassements seraient imputables aux groupes froids extérieurs localisés à l'angle du bâtiment Uranie 5. (Est du site).

Les mesures réalisées ne mettent toutefois pas en évidence de dépassement de seuil réglementaires au niveau des Zones à Emergence Réglementée (ZER) situées sur la rive opposée de l'Oise.

Les nouvelles installations seront implantées au sein de bâtiments et ne seront pas de nature à générer des émissions acoustiques supplémentaires.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Les activités du site ne sont pas de nature à générer des vibrations. La mise en place des nouvelles installations ne sera pas à l'origine d'émissions de vibrations.

- Incidences sur le trafic routier

L'étude d'impact initiale du site a montré que l'impact global de l'activité sur les flux routiers était relativement faible par rapport au trafic environnant sur la RD 200 (de l'ordre de 2 %). De plus l'étude d'impact précise que les poids lourds ne traversent pas de zones habitées et que la RD 200 est directement accessible depuis la zone d'activité.

Les nouvelles installations d'écroûtage et traitement thermique généreront une augmentation de la capacité de production globale du site de l'ordre de 60 %. Le projet engendrera une augmentation du flux de livraisons et expéditions, largement estimée à 10 % voire 15 % par rapport à la situation actuelle.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Le projet impliquera donc une évolution non significative des incidences du site sur le trafic routier, compte-tenu du trafic total généré par la zone industrielle de Le Meux.

- Incidences sur les milieux naturels, la faune et la flore

Les zonages liés aux milieux naturels présents dans un rayon de 3 km autour du site, sont les suivants :

- ZNIEFF de type 1 : FR220014322 / Massif forestier de Compiègne, Laigue et Ourscamps-Carlepont - 650 m au Sud-Est
- Directive Oiseaux : FR2212001 / Forêts picardes : Compiègne, Laigue, Ourscamps - 650 m au Sud-Est

L'aménagement des nouvelles installations est prévu dans un bâtiment à construire sur une zone enherbée au sein du site. Aucune destruction de haie n'est à prévoir dans le cadre des projets d'extension de bâtiments.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Le projet, par sa nature et son contexte, n'aura pas d'impact sur les zonages répertoriés. Le terrain existant ne montre pas d'intérêt particulier au niveau de la biodiversité (ZI, pas de boisement, etc.), le projet n'aura donc pas d'impact sur celle-ci.

4.5.2 Impact sur la santé

Analyse du pétitionnaire :

Une évaluation des risques sanitaires (ERS) a été effectuée en 2008 dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (« Volet sanitaire »), afin d'évaluer de façon détaillée l'impact de l'activité sur la santé des riverains.

Une mise à jour a été effectuée en novembre 2022. Cette étude a évalué les caractéristiques des émissions du site et a permis de caractériser l'environnement du site (notamment les cibles potentielles).

Au vu des émissions générées et de la caractérisation de l'environnement, les émissions suivantes n'ont pas été retenues comme étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations : rejets aqueux, nuisances sonores et déchets.

L'évaluation de l'évolution des impacts ci-avant montre que le projet n'induit pas d'évolution des typologies d'émissions nuisances sonores et déchets. Ainsi, le projet n'est pas susceptible de modifier l'impact de l'activité sur la santé pour ces émissions.

Lors de l'évaluation des risques sanitaires, seules les émissions atmosphériques canalisées des ateliers de traitement de surface ont été retenues comme étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations et ont donc été étudiées en détail :

« Les traceurs retenus sont les substances présentant des propriétés toxicologiques et possédant une valeur toxicologique de référence, à savoir le chrome III et le chrome VI. Les NOx ont également été intégrés car ils disposent d'un objectif de qualité de l'air. »

Les résultats obtenus montrent que les quotients de danger et les excès de risque individuel calculés au niveau des riverains et des ERP présents dans l'environnement du site sont inférieurs aux seuils de 1 et 10^{-05} respectivement.

Concernant les NOx, les concentrations dans l'air obtenues sont très nettement inférieures à l'objectif de qualité de l'air. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Le projet n'impliquera pas d'augmentation des impacts du site sur la santé humaine.

4.5.3 Dangers

Analyse du pétitionnaire :

Pour mémoire, dans le cadre de l'activité de production, sont exercées les activités suivantes :

- travail mécanique des métaux : dressage, écroûtage, rectification, polissage sur des machines outils automatisés à commandes numériques ;
- traitement thermique par recuit ;
- traitement chimique des métaux et alliages : un ensemble de lignes de chromage dur automatiques
- conditionnement avec fabrication des emballages sur mesure in situ.

Dans l'EDD réalisée en 2008, les scénarios accidentels suivants ont été identifiés :

- épandages de bains de chromage corrosifs et chauds par fuite ou rupture des cuves de traitement et utilités associées ;
- épandages de fluides d'usinage et d'huile de coupe par fuite sur les machines ;
- incendie sur le stockage de trioxyde de chrome, seul produit comburant ;
- explosion par surpression des installations de compression ;
- fuite ou un incendie sur les installations de réfrigération.

L'incendie des stockages de liquides inflammables (quantité estimée inférieure à 1 tonne) et d'emballages combustibles (quantité estimée inférieure à 120 m³) n'a pas été retenu, compte-tenu des faibles quantités présentes sur le site.

Le calcul des effets de l'incendie du stockage de trioxyde de chrome n'a fait apparaître aucun effet à l'extérieur du site, que ce soit par rayonnement thermique ou par dégagement de fumées nocives.

Les lignes d'écroûtage, selon les informations fournies, ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur compte-tenu de la faible quantité de produits mise en jeu ainsi que les moyens de prévention et de protection, permettant de limiter les effets à l'intérieur des ateliers et sans effet sur l'environnement ou les personnes à l'extérieur du site.

La mise à jour de l'EDD, réalisée en 2018, a consisté en la modélisation des effets thermiques et toxiques d'un incendie généralisé de chacun des bâtiments dans lesquels sont réalisées les opérations de traitement de surface (et ceci en raison de la présence des bains de chrome) :

- Uranie 1 : U1-B2,
- Uranie 2 : U2-B1,
- Uranie 3 : U3-B2,
- Uranie 5 : U5.

Le projet prévoit l'installation de nouvelles lignes d'écroûtage et de traitement thermique des barres chromées. Ces activités ne sont pas identifiées comme étant des potentiels de dangers.

Il n'est pas prévu d'installer des bains de chromage dans le futur bâtiment U6.

Le projet entraînera également le stockage de produits au sein du bâtiment U6.

Étant donné les quantités, la nature et les caractéristiques des produits stockés dans le cadre du projet (lubrifiants, huile entière et fluide de trempe), la mise en place de ces nouvelles installations n'engendrera donc pas d'évolution des risques.

Aucun phénomène dangereux n'a été modélisé pour le projet en l'absence de potentiel de danger identifié.

La mise en place de ces nouvelles installations n'engendrera donc pas d'évolution des risques.

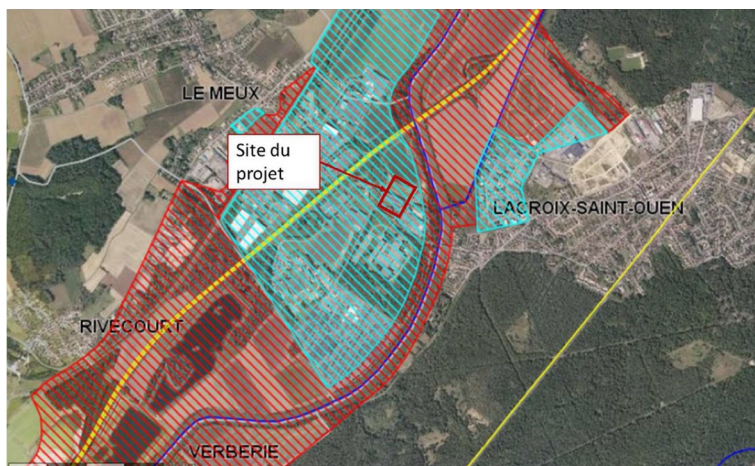
Commentaires de l'inspection des installations classées :

L'évaluation des risques liés au projet montre que les nouvelles installations ne seront pas susceptibles d'être à l'origine, directement ou indirectement, d'un accident majeur ni de nouveaux risques.

4.5.4 PPRI

Analyse du pétitionnaire :

La commune de Le Meux, dans le département de l'Oise, est concernée par le PPRI de l'Oise de 1996, modifié en janvier 2014 et en cours de révision. Le projet est situé en zone bleue – zone constructible sous condition.



Carte du PPRI actuel sur la commune du Meux (Source : PPRI de l'Oise 1996 révisé en 2014 – DDT60)

Il s'agit d'un projet de construction d'un bâtiment de stockage et d'un poste de garde à proximité des bâtiments actuels de l'entreprise.

Le projet est localisé à l'adresse suivante : rue de la Noue à Le Meux. Les parcelles cadastrales concernées sont les parcelles ZD 848 et ZD 816, correspondant à une surface totale de 34 860 m².

Les constructions sont prévues sur un terrain vierge de toute construction.

La cote du rez-de-chaussée du bâtiment de stockage est prévue à 33,17 m NGF. La cote extérieure du poste de garde est également prévue à 33,17 m NGF mais avec un niveau de plancher relevé de 1,232 m soit 34,4 m NGF.

Sur la parcelle ZD 848, sur laquelle est prévue l'implantation du bâtiment de stockage, le terrain naturel actuel présente une altitude moyenne de 33 m NGF. Deux remblais dont les cotes sont comprises entre 33,28 m NGF et 35,0 m NGF sont présents au milieu de la parcelle, ainsi qu'un fossé d'enceinte d'une profondeur moyenne de 0,7 m.

Le site du projet se trouve entre les profils n°156 et n°157 du PPRI de 1996, ils sont situés respectivement aux PK 88,14 et 87,67 et les hauteurs d'eau de référence sont respectivement de 33,05 m NGF et 33,01 m NGF.

Dans le cadre de ce PPRI et du classement en zone bleue, "sont autorisés sous conditions" (article 5.2) :

« 5.2.1 : "Sont autorisées, sous réserve qu'elles ne soient pas soumises à procédure d'ensemble (permis de lotir, permis groupé, Zone d'Aménagement Concerté, Plan d'Aménagement de Zone ...), les constructions dont la longueur transversale au flux d'écoulement est inférieure à 15,00 m et l'emprise au sol inférieure à 225 m². »

« 5.2.2 : "Sont autorisées, sous condition de la réalisation d'une étude spécifique :

- les procédures de lotissement, de permis groupés, de ZAC ...

- les constructions de bâtiments dont la longueur transversale est supérieure à 15 mètres ou dont l'emprise est supérieure à 225 m².

Cette étude technique hydraulique devra définir les mesures de protections et de constructions retenues, en justifiant de leurs opportunités tant économiques que techniques et démontrer la non aggravation du risque d'inondation. Des mesures compensatoires devront permettre de rétablir le volume des champs d'expansion des crues, amputé par ces travaux. »

Le projet dispose d'une superficie au sol de 5 143 m², il s'inscrit donc dans l'article 5.2.2 du PPRI. L'étude exigée a été fournie (cf. note Antea Group n°2018/08).

Le bâtiment est prévu sur une zone dans le terrain naturel se situe au-dessus de la cote de référence sauf sur une petite partie dans l'angle sud-ouest. La surface du projet située dans la zone inondable (environ 18 m²) est donc très faible et n'aura pas d'impact sur les crues.

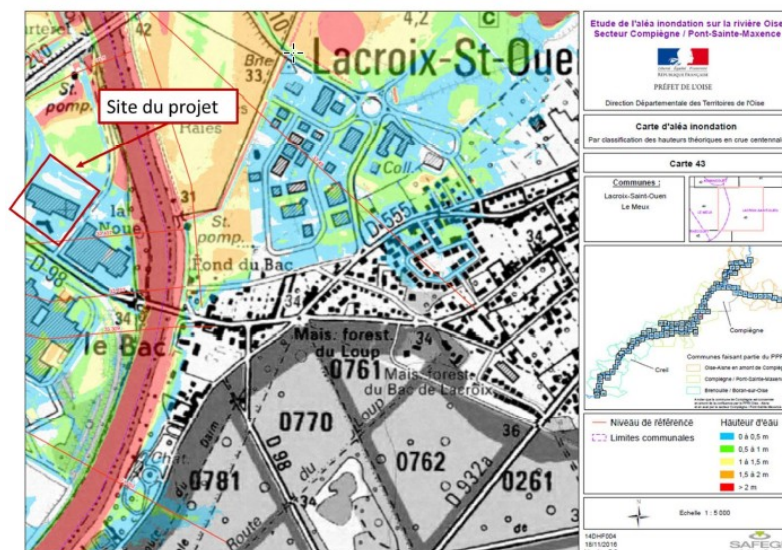
Le poste de garde est prévu attenant au bâtiment existant sur une superficie de 143 m². La cote du terrain naturel actuel sur ce secteur est de 33,15 m NGF. L'aménagement se trouve sur une zone hors d'eau selon les niveaux de référence du PPRI 1996. Il n'y donc pas besoin de compensation ou d'aménagement pour limiter le risque inondation.

Le PPRI indique également les dispositions applicables aux biens futurs :

« 5.3. Les constructions seront conçues de façon à ce que leur vulnérabilité en dessous du niveau de la cote de crue de référence soit la plus faible possible. Les planchers et les structures seront dimensionnées pour résister aux surpressions et pressions hydrostatiques dues à la crue de référence ». "Les constructions seront fondées dans le sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées. »

Les dispositions constructives de deux bâtiments projetés tiendront compte de ces deux points.

Une mise à jour du PPRI de l'Oise est en cours mais n'est pas encore applicable. Dans le cadre de l'instruction des permis de construire, les Services de l'État demandent que soit appliqué le règlement du PPRI en vigueur (PPRI de 1996 révisé en 2014), en prenant en compte la connaissance du risque défini dans le PPRI en cours de réalisation. Dans le cadre de la rédaction de l'étude, seules les cartes d'aléas du nouveau PPRI sont disponibles.



Commentaires de l'inspection des installations classées :

Le site du projet se trouve dans une zone dont la hauteur d'eau est comprise entre 0 et 0,5 m pour une crue centennale. Le niveau d'eau calculé à partir des deux profils encadrant le site est de 33,47 m NGF, ce qui signifie que le plancher du bâtiment projeté est inférieur de 0,3 m au niveau d'eau de référence.

Ces niveaux ne s'appliquant pas actuellement, aucune compensation ou contrainte n'est imposée.

Bien qu'aucune obligation ne découle de la carte d'aléas, la prise en compte de la hauteur d'eau permettrait d'assurer une meilleure sécurité du bâtiment vis-à-vis du risque inondation. Ainsi, afin de limiter le risque, des solutions d'aménagements au sein du bâtiment projeté peuvent être envisagées telles que placer les éléments stockés au-dessus du niveau de 33,5 m NGF ou encore mettre en place des batardeaux au droit des ouvertures.

4.6. Détermination de la procédure applicable dans le cas général au vu de l'analyse des dangers et inconvénients

4.6.1 Cas sans marge d'appréciation

La modification correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée	Critère
Non	(<i>établissement seuil bas</i>) La modification fait passer l'établissement de Seuil bas à Seuil haut.
Non	(<i>établissement Seveso ou pas</i>) Une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux. ET La modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter-à-connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
Sans objet	(<i>éoliennes</i>) La hauteur d'au moins une éolienne augmente de plus de 50 %.
Sans objet	(<i>éoliennes</i>) Un défrichement est envisagé alors qu'il est non prévu par l'autorisation initiale ou qu'il est en dehors du polygone constitué par les éoliennes.
Sans objet	(<i>rubriques 2760 et 2771</i>) Une demande de traitement de déchets dangereux est formulée alors que l'installation est seulement autorisée à traiter des déchets non dangereux ou inertes.

Il convient d'examiner d'autres critères pour se positionner sur la procédure applicable.

4.6.2 Cas avec marge d'appréciation

La modification envisagée correspond à l'un des cas ci-dessous :

Concernée		Substantielle	Critère
Non	*		Nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ICPE ?
Sans objet	*		Modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage.
Sans objet	*		Prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière.
Non			Augmentation « importante » des rejets de COV au sens de l'article 7 de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif à la rubrique 1978
OUI		NON	Augmentation de plus de 10 % de la capacité d'une activité déjà existante, ou augmentation de plus de 10 % des rejets en flux.
Non			Sensibilité particulière du milieu induisant la substantialité, même si les augmentations de la capacité d'une activité déjà existante ou des rejets en flux sont inférieures à 10 %.
Non			(<i>Seveso</i>) Conséquences importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité.
Sans objet			Evolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement de déchets.
Sans objet			(<i>éoliennes</i>) Augmentation de plus de 10 % de la hauteur d'au moins une éolienne.

Concernée		Substantielle	Critère
Sans objet			(éoliennes) Augmentation des nuisances sonores.
Sans objet			(éoliennes) Augmentation des perturbations radar.
Sans objet			(éoliennes) Implantation d'un mât en zone Natura 2000.
Sans objet			(éoliennes) Déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol de spales du mât préexistant.
*			<p>Passage de la puissance totale installée au titre de la rubrique 2560 de 4866 kW à 7484 kW.</p> <p>Augmentation de la capacité de traitement de 5 000 tonnes/mois (55 000 tonnes/an de barres chromées à 8 000 tonnes par mois (soit environ 88 000 tonnes par an) au titre de la rubrique 3260 mais en l'absence d'activité de chromage dans le projet URANIE 6, celui-ci n'engendrera pas d'augmentation de la production de produits finis sortant du site. En effet le projet Uranie 6 permettra de produire et stocker de plus grandes quantités de matière première en vue du chromage dans les unités existantes du site qui, elles, ne connaîtront pas d'augmentation de capacité dans le cadre du présent projet.</p> <p>Au niveau de la situation administrative du site, ce projet ne modifie pas le classement IOTA du site.</p> <p>Le projet induit, cependant, une légère évolution du classement ICPE du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> ajout de la rubrique n°2910-A à la suite du changement de seuil de classement sous le régime de la déclaration par décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du Code de l'environnement. <p>Toutefois, le site URANIE reste sous le régime de l'Autorisation d'exploiter – IED et SEVESO seuil bas.</p>

La procédure applicable est la suivante :

X	5	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 15 jours (article L. 123-19-2) ;
---	---	--

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'examen global du dossier déposé par le pétitionnaire conduit à la procédure suivante :

Cas spécifique du mécanisme d'actualisation de l'étude d'impact :

1-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec actualisation de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
1-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec actualisation de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;
2	Modification notable avec un arrêté préfectoral complémentaire (avec avis de l'AE et des collectivités) : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L. 123-19) ;

Cas général :

3	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation, avec évaluation environnementale et donc étude d'impact : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 30 jours (L.123-9 1er alinéa) ;
---	---

	4-1	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une enquête publique de 15 jours (L.123-9 2ème alinéa) ;
	4-2	Modification substantielle conduisant à une nouvelle procédure d'autorisation avec étude d'incidence : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 30 jours (article L.123-19) ;
X	5	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> avec une PPVE de 15 jours (article L. 123-19-2) ;
	6	Modification notable avec un arrêté complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> sans consultation du public ;
	7	Modification notable avec une simple prise d'acte, sans arrêté complémentaire.

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en œuvre la procédure sélectionnée dans le tableau précédant.

Une consultation du CODERST est requise.

Rédacteur

Valideur

Adopté et transmis à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de l'Oise,

Annexe 1 - Positionnement du projet vis-à-vis du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement

Intitulé	Critères d'appréciation		Positionnement des projets URANIE	Conclusion
En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2	En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2	a) Installations mentionnées à l'article L.515-28 du Code de l'environnement (IED)	Projet non classé IED	Non concerné
		b) Installations mentionnées à l'article L.515-32 du code de l'environnement (SEVESO)	Projet non classé SEVESO	Non concerné
		c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	Projet non relatif à l'exploitation d'une carrière	Non concerné
		d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Projet non relatif à l'exploitation d'un parc éolien	Non concerné
		e) Élevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Projet non relatif à l'exploitation d'élevages bovins	Non concerné
		f) Stockage géologique de CO ₂ soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	Projet non relatif à l'exploitation d'un stockage géologique de CO ₂	Non concerné
En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2	Annexe à l'article R. 122-2 – Projets soumis à examen cas par cas : 1. Installations Classées pour la protection de l'environnement	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Projet non classé à autorisation	Non concerné
		b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L.512-7-2 du Code de l'environnement)	Projet non classé à enregistrement	Non concerné
		c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE	Projet non relatif à l'exploitation d'une carrière	Non concerné
	Annexe à l'article R122-2 – Projets soumis à évaluation environnementale systématique : 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et construction qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du Code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m ²	Projet concernant la construction d'un bâtiment, l'installation de nouvelles lignes d'écrouissage et de traitement thermique Surface extérieure aménagée de l'ordre de 6500 m ²	Non concerné

Intitulé	Critères d'appréciation		Positionnement des projets URANIE	Conclusion
		b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du Code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du Code de l'urbanisme est supérieure ou égale à 40 000 m²	Il ne s'agit d'une opération d'aménagement tel que défini par l'article L300-1 du Code de l'urbanisme.	Non concerné
	Annexe à l'article R122-2 – Projets soumis à examen cas par cas : 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du Code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du Code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m²	Projet concernant la construction d'un bâtiment, l'installation de nouvelles lignes d'écroutage et de traitement thermique Surface extérieure aménagée de l'ordre de 6 500 m²	Non concerné
		b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du Code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du Code de l'urbanisme est comprise entre 10 000 et 40 000 m²	Il ne s'agit d'une opération d'aménagement tel que défini par l'article L300-1 du Code de l'urbanisme.	Non concerné
	Annexe à l'article R122-2 – Projets soumis à évaluation environnementale et projets soumis à examen cas par cas Rubriques 2 à 38 et rubriques 40 à 48		Projet non concerné compte-tenu de sa nature et de sa localisation au sein du site URANIE - Le Meux	Non concerné



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE modifiant
l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016
autorisant la société URANIE INTERNATIONAL
à exploiter les installations de chromage de barres en acier
et d'usinage de tubes en acier
sises rue du Général De Gaulle 60880 Le Meux**

**LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres**

- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie Caillaud en qualité de préfet de l'Oise ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 autorisant la société URANIE INTERNATIONAL à exploiter les installations de chromage de barres en acier et d'usinage de tubes en acier sises rue du Général De Gaulle 60880 Le Meux ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2023 modifiant l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 :

- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié le 8 décembre 2022, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910
- Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société URANIE INTERNATIONAL le 30 août 2023 concernant l'exploitation d'un nouveau bâtiment d'une superficie de 5 064 m² qui héberge des lignes d'écroûtage (transformation à froid) et de traitement thermique, et le dossier joint ;
- Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du [date] ;
- Vu le courrier transmis à l'exploitant le [date] pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- [Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [date] ;
ou
- Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;]

En l'absence d'actualisation de l'étude d'impact ;

[Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du [date] au [date] en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement] (la durée ne peut pas être inférieure à 15 jours) ;]

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que :

1. le projet Uranie 6 augmente la capacité de traitement de 5 000 tonnes/mois (55 000 tonnes/an de barres chromées à 8 000 tonnes par mois (soit environ 88 000 tonnes par an) au titre de la rubrique 3260 ;
2. il n'y a pas d'activité de chromage dans le projet URANIE 6, celui-ci n'engendre pas d'augmentation de la production de produits finis sortant du site. En effet le projet Uranie 6 permet de produire et stocker de plus grandes quantités de matière première en vue du chromage dans les unités existantes du site qui, elles, ne connaissent pas d'augmentation de capacité dans le cadre du projet,
3. et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Portée de l'autorisation

La société URANIE INTERNATIONAL, dont le n° SIRET est le 33752072000018 et dont le siège social est situé rue du Général De Gaulle 60880 Le Meux, autorisée à exploiter des installations de chromage de barres en acier et d'usinage de tubes en acier sises rue du Général De Gaulle 60880 Le Meux, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLE MODIFIÉ : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le tableau de classement ICPE du site est le suivant :

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, quantité totale susceptible d'être présente dans les installations supérieure ou égale à 200 tonnes <i>SEVESO seuil bas à partir de 200 tonnes</i>	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : 304,5 t (bains de chromage à 23,1 % d'acide chromique)	Autorisation Seuil Bas
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	Volume total de traitement : 252,3 m ³	Autorisation
2565-2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Volume total de traitement et de nettoyage : 312,7 m ³	Enregistrement
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 KW	Puissance installée : 4 866 kW	Enregistrement
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	2 machines de trempe par induction	Déclaration avec Contrôle

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
2910-A	Installations de combustion consommant exclusivement du gaz naturel	Alimentation de 44 aérothermes utilisés pour le chauffage des ateliers U1, U2, U3, U4 et U5 pour une puissance totale de 1 899 kW	Déclaration avec Contrôle

L'établissement est classé en « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n°3260 relative au traitement de surface de métaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF STM intitulé « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques » d'août 2006.

Le tableau de classement IOTA du site est le suivant :

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
3.2.2.0	Construction dans le lit majeur d'un cours d'eau pour une surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ²	Le site existant est situé dans un zonage du PPRI, pour une surface soustraite à la crue supérieure à 10 000 m ² .	Autorisation

ARTICLE 3 – ARTICLE MODIFIÉ : Consistance des installations autorisées et description des activités

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'usine possède une surface bâtie d'environ 5 ha, divisée en 3 secteurs : (cf plan en annexe 1 du présent arrêté) :

- un premier bâtiment localisé en partie Est du site est utilisé pour l'usinage, le traitement thermique et le chromage des barres en acier (dénommé Bâtiment production dans le plan ci-après). Il se divise principalement en 4 ateliers (URANIE 1, 2, 3 et 5) et un atelier d'écroûtage. Il comporte des zones de stockage, des machines d'usinage, 4 lignes de traitement de surface et des installations de conditionnement ;
- un deuxième bâtiment appelé URANIE 4, localisé en partie Ouest du site, permet le stockage de produits bruts (barres d'acier),
- un troisième bâtiment dénommé URANIE 6 abritant des lignes d'écroûtage (transformation à froid) et de traitement thermique ;
- un quatrième bâtiment concernant l'administration et regroupant des bureaux et l'accueil.

La voirie principale du site est constituée par la rue de la Noue qui divise le site en son milieu avec U1, U2, U3 et U5 en partie Est, U4, U6 et les bureaux en partie Ouest.

La société URANIE INTERNATIONAL réalise deux types de produits : des barres chromées et des tubes alésés galetés.

Les barres cylindriques brutes de laminage sont réceptionnées et stockées au niveau du bâtiment U4. Les barres chromées peuvent être réalisées dans 5 ateliers (U1, U2, U3, U5, U6), en subissant dans l'ordre les opérations suivantes :

- usinage (écroûtage, dressage, rectification, traitement thermique, polissage) ;
- nettoyage / dégraissage en cuves à ultrason ;
- chromage électrolytique des barres dans des bains d'acide chromique ;
- rinçage des barres chromées ;
- polissage de finition de barres chromées ;
- conditionnement et expédition.

Les barres chromées (produits finis) sont stockées et chargées pour expédition dans les ateliers U2 et U3.

Les tubes cylindriques étirés sont réceptionnés et stockés au niveau du bâtiment U4, dans lequel ils subissent les opérations suivantes :

- dressage ;
- stockage intermédiaire ;
- usinage, galéage ;
- stockage de produits finis ;
- conditionnement et expédition.

ARTICLE 4 – ARTICLE MODIFIÉ : Cessation d'activité et remise en état

Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

ARTICLE 5 – ARTICLE MODIFIÉ : Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement est à l'origine des émissions atmosphériques suivantes :

- aérosols et vapeurs des bains de chromage,

Les bains de chromage à 55 °C sont à l'origine de dégagement d'aérosols et de vapeurs qui sont captés au niveau des cuves pour être traités par des laveurs dévésiculeurs ;

- gaz de combustion des aérothermes et des destratificateurs,

Le chauffage des ateliers URANIE 1, 2, 3, 5 et 6 est réalisé par le biais d'aérothermes fonctionnant au gaz naturel. Les gaz de combustion sont évacués par l'aération naturelle et la ventilation des ateliers ;

- vapeurs de solvants de dégraissage des barres cylindriques.

Les rejets des aérosols et vapeurs des bains de chromage sont réalisés par 4 cheminées indépendantes pour chaque atelier. Les hauteurs de rejet sont les suivantes :

Hauteur	U1	U2	U3	U5
Hauteur (m) - Bâtiment	6,8	7,8	7,8	7,8
Hauteur (m) – Cheminée (par rapport au toit)	10,93	9,11	8,62	7,18
Hauteur (m) – Cheminée (par rapport au sol)	17,73	16,91	16,42	14,98

Les caractéristiques et flux associés sont présentés ci-dessous.

Caractéristiques	U1	U2	U3	U5
Vitesse de rejet (m/s)	4,55	6,25	7,17	8,83
Température de rejet (°C)	21,4	20,54	21,74	23,36
Diamètre (m)	1,58	1,8	1,7	1,58

ARTICLE 6 – ARTICLE MODIFIÉ : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Pour les conduits 1 à 4 correspondant aux vapeurs issues des bains de chromage, la teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées ci-dessous. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code CAS	Conduit Uranie 1	Conduit Uranie 2	Conduit Uranie 3	Conduit Uranie 5
		Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³
Acidité totale exprimée en H+	-	0,5	0,5	0,5	0,5
NOx ou équivalent NO ₂	-	200	200	200	200
Chrome VI	18540-29-9	0,01	0,01	0,01	0,01
Chrome total	7440-47-3	0,2	0,2	0,2	0,2

Nota : Le chrome III calculé à partir du chrome total auquel sera soustrait le chrome VI.

ARTICLE 7 – ARTICLE MODIFIÉ : Identification des effluents aqueux

Les dispositions de l'article 4.3.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées industrielles (de procédés, de lavage des sols, du système de refroidissement),
- les eaux domestiques (eaux sanitaires),
- les eaux pluviales de toitures et de voiries.

Le réseau d'assainissement de l'usine collecte uniquement les eaux usées sanitaires puisqu'aucun rejet industriel n'est réalisé :

- les bains usagés et eaux de lavage sont éliminés en tant que déchets suivant une filière spécialisée ;
- les égouttures et eaux de rinçage sont recyclées dans le process ;
- les installations de refroidissement des bains et des redresseurs de courant sont refroidies en circuit fermé ;
- les eaux de lavage des sols des ateliers (excepté les zones de chromage) sont mises dans des cubitainers puis passées dans un évaporateur puis détruites dans un centre spécialisé (gérées comme des déchets).

ARTICLE 8 – ARTICLE MODIFIÉ : Eaux pluviales de toiture et de voiries

Les dispositions de l'article 4.3.4.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La gestion des eaux pluviales est présentée dans le tableau suivant :

<u>Atelier/Bâtiment</u>	<u>Eaux de ruissellement</u>	<u>Eaux de toiture</u>	<u>Dispositions liées aux risques d'incendie / pollution</u>
Atelier U1	-	Rejet direct vers l'Oise	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U2	Cour/parking : rejet vers l'Oise après passage dans un séparateur à hydrocarbures		Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U3	Gestion par le SIVOM	Gestion par le SIVOM	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Bâtiment U4	Parking : rejet vers l'Oise après passage dans un séparateur à hydrocarbures	Rejet direct vers l'Oise	Réseau muni d'une vanne barrage manuelle
Atelier U5	-	Gestion par le SIVOM	-
Bâtiment U6 et poste de garde		Collectées puis rejetées dans un bassin d'infiltration enherbé de 260 m ³	-

Le bassin de rétention enherbé de collecte et d'infiltration est situé au nord-ouest du site et présente les caractéristiques suivantes :

- capacité : 260 m³,
- superficie en haut de talus : 330 m²,
- profondeur de bassin : 1 m,
- raccordement des deux bâtiments (Uranie 6 et poste de garde) par deux regards et d'un réseau de canalisations.

Toutes les eaux pluviales transitant sur les voiries doivent obligatoirement être traitées au préalable par un séparateur à hydrocarbure avant rejet dans le milieu naturel.

En cas d'incendie ou de pollution, les eaux sont bloquées dans un bassin servant de confinement au Nord-Est du site.

ARTICLE 9 – ARTICLE MODIFIÉ : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Les dispositions de l'article 4.3.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définie ci-dessous :

Paramètre	Code Sandre	Concentrations instantanées (mg/l)
Matières en suspension (MES)	7	35
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	1314	125
Demande biochimique en oxygène en 5 jours (DBO ₅) sur effluent non décanté	1313	30
Hydrocarbures (indice HC + indice HC volatils)	7007	5
Chrome total (Cr total)	1389	0,1

ARTICLE 10 – ARTICLE MODIFIÉ : Déchets produits par l'établissement

Les dispositions de l'article 5.1.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les modes de gestion/élimination des déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont précisés dans le tableau ci-dessous.

Type de déchets	Déchets	Origine	Conditionnement/ stockage	Mode de gestion	Quantité annuelle moyenne
DIB	Cartons / papiers	Production tube carton et chutes	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Recyclage ou récupération	77 T
	Bois	Diverse (palettes, emballages, ...)	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Recyclage ou récupération	150 T
	DIB en mélange Bidons vides	Diverse (palettes, emballages, ...)	Benne de 30 m ³ (local déchets)	Mise en centre de stockage – Enfouissement	325 T T
	Copeaux métalliques	Ecroûtage, dressage sur machines-outils	Benne de 20 m ³ (local bennes à copeaux)	Recyclage matière	4 400 T
	Chutes de pièces métalliques	Coupe de barres d'acier : mise à longueur	Benne de 8 m ³ (local déchets)	Recyclage matière	670 T
DID	Liquides chromiques acides avec de l'eau	Nettoyage autour des cuves et bains ultrasons	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique	120 T
	Liquides chromiques acides	Bains de chromage	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique	75 T

Type de déchets	Déchets	Origine	Conditionnement/ stockage	Mode de gestion	Quantité annuelle moyenne
	Chiffons et filtres souillés (Solides chromiques)	Dégraissage manuel, entretien	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Traitement physico-chimique ou incinération	20 T
	Boues d'usinage souillées de lubrifiant de coupe (Boues de rectification et de polissage)	Filtration du lubrifiant d'usinage des barres cylindriques	Bennes de 10 m ³ (local déchets)	Incinération ou (Recyclage ou récupération)	
	Huiles usagées (Huile entière)	Nettoyage autour des cuves et bains ultrasons	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	120 T
	Lubrifiant d'usinage (Huile soluble)	Bains de chromage	Fûts de 200 L en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	75 T
	Lubrifiant	U6	Fûts	Passage dans l'évaporateur	20 T
	Eau + hydrocarbures	Dégraissage manuel, entretien	Fûts de 200 L : en extérieur à l'est du bâtiment production	Regroupement puis élimination	20 T

Le lubrifiant métallique utilisé pour l'usinage mécanique des barres est repris en circuit fermé sur chaque machine d'outils avec filtration sur filtre-papier. Ainsi, le lubrifiant d'usinage est renouvelé très exceptionnellement (niveau 0).

Les déchets de carton et de papier doivent être valorisés autant que possible par la mise en place d'un tri empêchant le mélange avec d'autres déchets, et afin de réduire les quantités éliminées en centre d'enfouissement technique.

ARTICLE 11 – ARTICLE MODIFIÉ : Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 8.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
- les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de deux poteaux incendie de 150 mm, permettant aux services d'incendie de disposer d'un débit minimum de 120 m³ par heure et par poteau ;
- deux aires d'aspiration dans l'Oise.

En complément des moyens disponibles sur le site,

- une borne incendie se trouve sur le trottoir à l'intersection rue de la Noue / RD98, pression 1 bar, débit 400 m³/h ;
- une zone de pompage a été aménagée en bordure de l'Oise, rive droite, au pied du pont du Bac.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 12 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS : bâtiment URANIE 6

Le bâtiment URANIE 6 présente une superficie de 5 064 m².

Il héberge des lignes d'écroûtage (transformation à froid) et de traitement thermique :

- une ligne d'écroûtage comportant deux dresseuses, une écroûteuse, deux chanfreineuse/fraiseuses, une scie, marquage laser, contrôle rectitude (+ contrôle US/Foucault), (bottelage automatique) ;
- une ligne de traitement thermique équipée d'une rectifieuse en amont ;
- 4 ponts roulants 35 m pour manutention et fonctionnement process ;
- des aérothermes alimentés au gaz, pour le chauffage du bâtiment ;
- des groupes froid constitués de circuits d'eau glycolée (pour la transformation à froid) ;
- des stockages de produits associés aux installations.

Le rez-de-chaussée est dédié à l'activité d'écroûtage et de traitement thermique.

Au 1er étage se situent des bureaux et locaux sociaux sur une surface d'environ 300 m².

Aucune activité de chromage n'y est réalisée.

Afin de limiter le risque inondation, les solutions d'aménagements suivantes sont mises en œuvre au sein du bâtiment :

- placer les éléments stockés au-dessus du niveau de 33,5 m NGF ;
- mettre en place des batardeaux au droit des ouvertures.

ARTICLE 13 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS : stockages et gestion des produits chimiques

Les matières premières (barres métalliques en attente de traitement) sont stockées dans le bâtiment URANIE 4.

Les principaux produits chimiques employés au sein de l'usine ainsi que leur lieu de stockage sont présentés dans le tableau en annexe 2 du présent arrêté.

Les produits utilisés et stockés dans le bâtiment URANIE 6 sont présentés dans le tableau en annexe 3 du présent arrêté.

ARTICLE 14 – PRESCRIPTIONS SUPPRIMÉES

L'article 3.2.7 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 15 – ARTICLE COMPLÉTÉ

L'article 8.4.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2016 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

Des kits de confinement / absorption sont répartis en différents points de l'usine.

Le produit ANKOR PF1 est versé dans les bains de chromage en cas d'arrêt des aspirations.

ARTICLE 16 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département [nom du département] pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 17- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

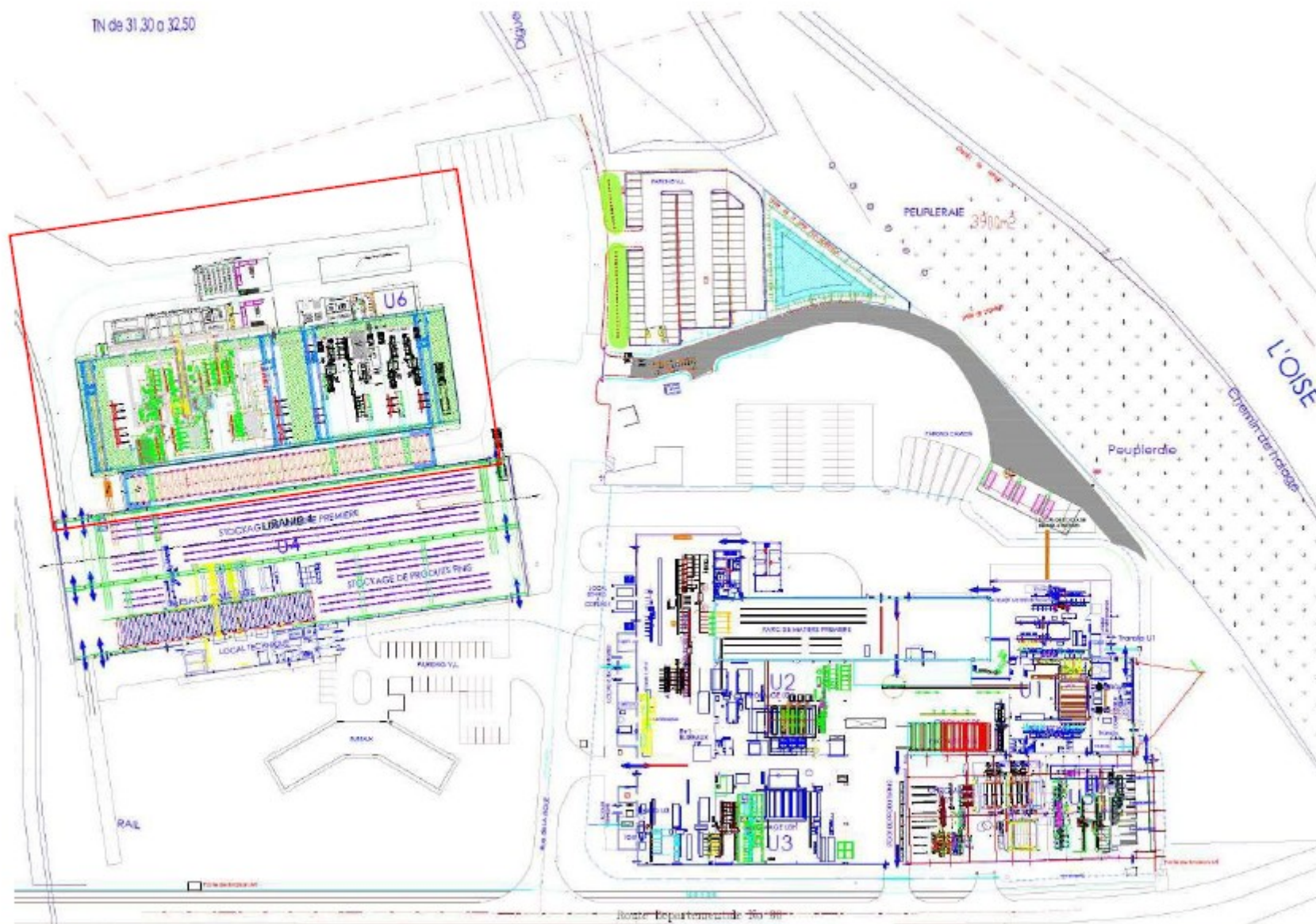
ARTICLE 18 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Le Meux, les officiers de police judiciaire, l'inspecteur de l'environnement sous couvert du chef de l'unité départementale de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Beauvais, le
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric BOVET

TN de 31,30 a 32,50



Annexe 2 - Principaux produits chimiques actuellement utilisés et stockés sur site

Produit chimique	Utilisation	Lieux d'utilisation	Lieux de stockage	Type de stockage	Quantités maximales utilisées par an
Lubrifiants (huiles de coupe, huiles hydrauliques, fluide d'usinage, huiles solubles, liquides de trempe, huiles de protection, graisse)	Lubrification des barres/tubes à l'usinage Refroidissement des outils ou des barres Lubrification/graissage des machines-outils	Bâtiment Production : lignes d'écroutage/rectification (usinage), de traitement thermique, de chromage (polissage), de sciage et des tubes carton	Bâtiment URANIE 4 : coin sud-ouest du bâtiment et magasin de maintenance Bâtiment Production : atelier d'écroutage / Atelier U3 / Atelier U5 / magasin U2 / magasin réception consommable	Fûts de 200 à 1 000 L / bidons sur rétention Bombes/solide (pain de soufre)	Environ 130 000 L
Traitement des bacs de lubrifiants (biocides, antimoissures, additif pour correction du pH)	Traitement des bacs de lubrifiants	Bâtiment Production : lignes d'écroutage/rectification (usinage), de traitement thermique, de chromage (polissage), laboratoire	Bâtiment Production : locaux techniques au sud-ouest du bâtiment production / Labo URANIE 2	Bidons de 5 à 25 L	Environ 1 600 L
Pâte polissage	Produit abrasif et de polissage	Bâtiment Production : ligne pâte à polissage	Bâtiment Production : atelier U3 – stock pâte à polissage	Pots de 25 Kg	1 350 pièces
Sel de trioxyde de chrome	Renforcement des bains de chromage	Bâtiment Production : lignes de chromage U1, U2, U3 et U5 (bains)	Bâtiment Production : Atelier U5	Fûts de 25 Kg sur rétention dans armoire chimique	Environ 520 000 Kg
Catalyseurs/activateur	Catalyseur/activateur de la réaction électrolytique, ajout dans les bains de chromage	Bâtiment Production : lignes de chromage U1, U2, U3 et U5 (bains)	Bâtiment Production : Atelier U5	Bidons de 25 L sur rétention	Environ 55 000 L
Produits de traitement des bains de chrome (mouillants, tensioactifs, carbonate de baryum, acide sulfurique)	Mouillants : Limitation des émanations de vapeurs de chrome (traitement antibuée) Tensioactifs : nettoyage des barres en sortie de bains de chromage Carbonate de baryum : Réduction d'un excès d'acide sulfurique dans les bains Acide sulfurique : ajout dans les bains de chromage	Bâtiment Production : lignes de chromage U1, U2, U3 et U5 (bains)	Bâtiment Production : Atelier U5	Bidons sur réceptions/sacs	Environ 6 000 L (liquides) Environ 600-700 Kg (solides)
Produits de marquage (encres, solvants de nettoyage, additif)	Marquage des emballages	Bâtiment Production : lignes de chromage U1, U2, U3 et U5 / ligne de tube carton	Bâtiment Production : magasin U2 / magasin réception consommable	Bidons/flacons	Environ 150 L
Adhésif	Adhésif pour fabrication des tubes carton	Bâtiment Production : ligne de tube carton	Bâtiment Production : ligne de tube carton	Seaux de 30 Kg	Environ 26 000 Kg
Carburant GPL	Gaz carburant chariots	Bâtiment Production : locaux U2-U4	Bâtiment Production : locaux techniques au sud-ouest du bâtiment production	Bouteilles	15 pièces
Produits pour analyses/tests (réactifs, acides, ...)	Analyses/tests en laboratoire	Bâtiment Production : Labo URANIE 2/Labo traitement thermique	Bâtiment Production : Labo URANIE 2/ Labo URANIE 5 / labo traitement thermique	Contenants divers	-
Produits de nettoyage (HCl, solvant, gel de nettoyage des mains, lessives, dégraissant)	Nettoyage des ateliers de chromage	Bâtiment Production : lignes de chromage U1, U2, U3 et U5	Bâtiment URANIE 4 : coin sud-ouest du bâtiment Bâtiment Production : atelier d'écroutage / magasin réception consommable / Atelier U5	Contenants divers	-
Lubrifiants (maintenance générale : graisses, huile pneumatique)	Lubrification des machines	Bâtiment Production : lignes d'écroutage (usinage) et de chromage (polissage)	Bâtiment URANIE 4 : coin sud-ouest du bâtiment et magasin de maintenance Bâtiment Production : atelier d'écroutage / magasin U2	Contenants divers	-

Annexe 3 - Principaux produits chimiques utilisés et stockés dans le bâtiment URANIE 6

Nom du produit Code du produit	Nature	Utilisation	Classification de la substance ou du mélange selon le règlement CLP	Quantité susceptible d'être présente
EMULSTAR LXH 36	lubrifiant	Dresseuse sur brut	H315 : provoque une irritation cutanée	1 cubitainer de 1 000 litres
			H318 : provoque de graves lésions des yeux	
			H412 : nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme	
EMULSTAR LX 60	lubrifiant	Tour à écrouter	H319 : provoque une sévère irritation des yeux	1 cubitainer de 1 000 litres
			H412 : nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme	
KUTIFOR A22	Huile entière	Dresseuse sur écrouté	Non classé	1 fût de 220 litres
ILOQUENCH 768 A FF	Fluide de trempe	Traitement thermique	H373 : Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée	1 fût de 220 litres